

LATERRADE

Sénateur

LA

Définition du Socialisme

Au point de développement où en est arrivé le parti socialiste, j'estime qu'il est de son intérêt, comme de son devoir, de délimiter ses frontières avec le plus de précision possible. Où va le parti socialiste, par quelles voies se propose-t-il d'atteindre son but? Est-il vrai qu'il ait pour objectif la suppression de la liberté, la confiscation de la propriété individuelle, pour moyen le recours à la force?

MILLERAND.

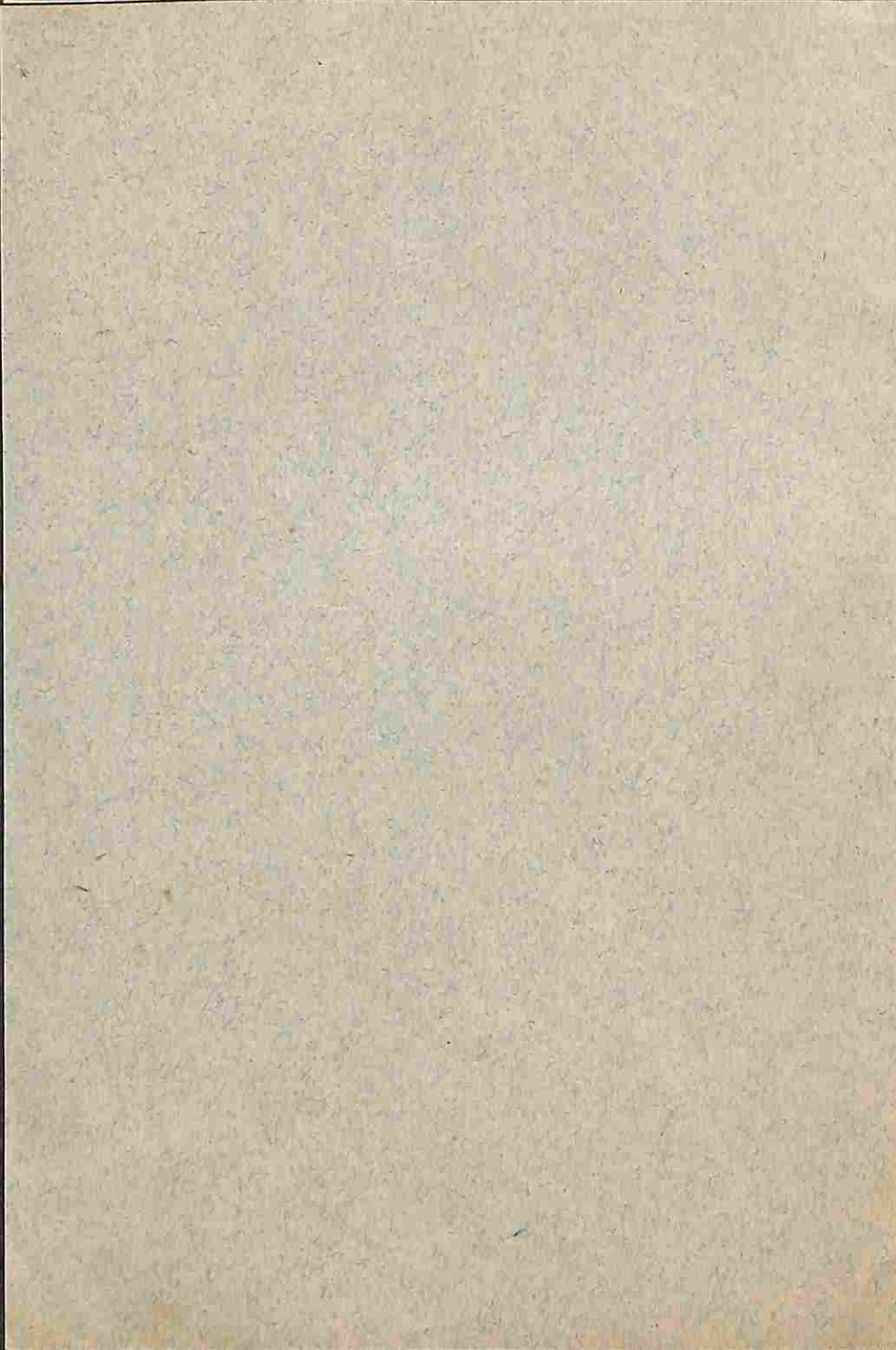
PRIX : 10 CENTIMES

PARIS

LIBRAIRIE DE LA REVUE SOCIALISTE

78, Passage Choiseul, 78

1899



LATERRADE

Sénateur

LA

Définition du Socialisme

Au point de développement où en est arrivé le parti socialiste, j'estime qu'il est de son intérêt, comme de son devoir, de délimiter ses frontières avec le plus de précision possible. Où va le parti socialiste, par quelles voies se propose-t-il d'atteindre son but? Est-il vrai qu'il ait pour objectif la suppression de la liberté, la confiscation de la propriété individuelle, pour moyen le recours à la force?

MILLERAND,

PRIN : 10 CENTIMES

PARIS

LIBRAIRIE DE LA REVUE SOCIALISTE

78, Passage Choiseul, 78

—
1899

A titre documentaire, nous reproduisons ci-après la lettre qui a été envoyée à tous les Membres du Parlement, à la suite de l'apparition de cette brochure dans la Revue Socialiste et en réponse à quelques objections.

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE,

J'ai tenté de définir cette doctrine célèbre, tant décriée par quelques-uns, si ardemment exaltée par d'autres, dont on parle tant aujourd'hui. Je sou mets à votre haute appréciation le résultat de mes efforts, trop heureux si j'étais parvenu à faire entrevoir que le socialisme, rationnellement compris, c'est-à-dire le *Socialisme Pratique*, n'a rien qui puisse éloigner ceux qui aspirent au règne de l'ordre et de la justice.

Je me suis surtout attaché à faire ressortir les différences qui séparent le *Socialisme* de l'*Économisme*. Une disposition législative sur laquelle nous allons sans doute avoir à nous prononcer bientôt nous fournira l'occasion d'en faire l'application. Je veux parler de l'amendement de MM. Bussiè re, Montaut et autres députés, tendant à augmenter le salaire des cantonniers des routes nationales de 0 fr. 10 par jour.

Il n'est pas contestable que le salaire des cantonniers qui, dans un grand nombre de départements, descend au-dessous de 50 francs par mois, est insuffisant, même pour ceux qui ne sont pas mariés. C'est la misère noire pour celui qui est chargé de famille et qui n'a d'autre ressource que son salaire. L'amendement sera donc voté par ceux qui, plus socialistes qu'économistes, pensent avec raison que la question humanitaire ne doit pas être sacrifiée entièrement aux raisons économiques. Il sera repoussé par les autres, car il est triste d'avoir à dire que la misère est si grande, parmi nos populations rurales, que l'État trouve, pour entretenir ses routes, autant d'ouvriers qu'il en a besoin.

Il est bien entendu que ce que je dis des cantonniers, je pourrais le dire d'un trop grand nombre d'autres salariés. On excusera, d'ailleurs, un ancien ingénieur de les avoir pris pour exemple.

Veillez agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

LATERRADE

SÉNATEUR DU GERS

Paris, 10 Février 1899.

AVANT-PROPOS

Le travail que nous soumettons aujourd'hui à l'appréciation de ceux qui s'intéressent aux études sociales, a paru à peu près textuellement dans le numéro de janvier 1899 de la *Revue Socialiste* ; mais la direction a cru devoir accompagner cette publication de la note suivante :

« L'article ci-dessus sort du cadre habituel des études que publie la *Revue*, autant que l'opinion de M. Laterrade diffère de celle de nos collaborateurs, sur la possibilité d'établir une entente théorique entre le socialisme et les doctrines imprécises, multiples et contradictoires entre lesquelles flottent les radicaux. Nous le publions néanmoins parce qu'il est une manifestation significative des tendances de quelques radicaux socialistes, très peu nombreux, ainsi que M. Laterrade pourra s'en convaincre, au peu d'empressement que mettront les radicaux à répondre à son appel. »

Je voudrais qu'on ne vît pas dans mon étude autre chose que ce qui y est. J'ai voulu définir le socialisme, rien de plus. Que les socialistes se mettent d'accord pour définir leur doctrine avec netteté et précision, ce sera un grand pas de fait vers cette unité et cette logique qui me préoccupent autant que qui que ce soit.

Je m'adresse à tout le monde, mais surtout à ceux qui acceptent déjà le titre de socialiste. Les radicaux qui, à l'inverse des libérraires, sont loin de repousser l'action parlementaire, sont beaucoup plus politiques qu'autre chose. Si l'on peut les rattacher au socialisme, c'est beaucoup moins par leurs doctrines que par leurs actes, par leurs tendances sur-

tout qui sont plus démocratiques qu'aristocratiques, plus altruistes qu'égoïstes, plus humanitaires qu'utilitaires. Simplistes avant tout, comme les libertaires d'ailleurs, ils n'ont pas de prétention à la science que parfois même ils seraient disposés à confondre avec l'utopie. Si les socialistes de la veille tiennent à faire leur conquête, ils devront s'abstenir de leur présenter des théories aussi ardues que la distinction entre la propriété individuelle et la propriété sociale; ils laisseront aux ouvriers agricoles la faculté d'aspirer à la propriété intégrale, comme ils laissent aux ouvriers industriels celle d'user des moyens syndicaux et corporatifs.

A. L.

LA

DÉFINITION DU SOCIALISME

I

Le socialisme aujourd'hui est très diversement apprécié, ce qui tient certainement pour beaucoup à ce que les socialistes eux-mêmes ne l'entendent pas tous de la même manière. Aussi, reconnaît-on, de toutes parts, qu'il y aurait intérêt à le définir avec précision. Je n'en veux d'autre preuve que ces paroles prononcées, récemment, par l'un des orateurs les plus appréciés du parti socialiste parlementaire :

« Au point de développement où en est arrivé le parti socialiste, j'estime qu'il est de son intérêt, comme de son devoir, de délimiter ses frontières avec le plus de précision possible. Où va le parti socialiste, par quelles voies se propose-t-il d'atteindre son but ? Est-il vrai qu'il ait pour objectif la suppression de la liberté, la confiscation de la propriété individuelle, pour moyen le recours à la force ? » (1)

(1) *Les principes*, discours prononcé le samedi 30 mai 1896, par le citoyen Millerand, au banquet des municipalités socialistes. Ce discours se trouve dans une brochure : *La plate-forme électorale*, éditée en 1898 par la librairie de la *Revue Socialiste*. (Pages 6 et 7.)

Je m'en suis, pour ma part, préoccupé depuis longtemps, car la définition à laquelle j'ai été conduit pour le socialisme, se trouve déjà dans une brochure autographiée qui porte la date du 25 septembre 1895, dont la *Revue Socialiste* a donné un extrait dans son numéro de juin 1896. Je vais reproduire cette définition en essayant de la justifier par quelques considérations que motive sans doute l'importance du sujet.

II

Rappelons d'abord que la société actuelle est divisée en deux grandes castes qui se subdivisent elles-mêmes à l'infini : celle des *Messieurs*, d'autres disent des *Bourgeois*, et celle des *ouvriers*, d'autres disent des *citoyens*, croyant ainsi avilir un titre dont tout homme libre doit être fier. Je ne pourrais entrer, à ce sujet, dans quelques détails sans reproduire les considérations que j'ai déjà exposées plusieurs fois, dans la *Revue Socialiste* (1), notamment.

A ces deux grandes castes correspondent deux grandes divisions dans l'ordre économique et social : l'*économisme* et le *socialisme*.

Le but avoué de l'économisme ou économie politique, s'il est permis à un profane de parler d'idées qu'il ne partage pas, est d'*assurer à chacun les moyens de produire la plus grande somme de richesses, le plus économiquement possible, et en ne faisant appel qu'à l'initiative particulière, sans intervention de l'État* ; mais son but réel, comme nous le ferons voir tout à l'heure, est d'assurer aux capitalistes, c'est-à-dire aux Messieurs, la plus grande somme de profits possible.

Tout autre doit être le but du socialisme. Doctrine humanitaire plus qu'utilitaire, altruiste et non égoïste, il doit tendre

(1) Voir le numéro de juin 1896, pages 722 et suivantes.

à assurer à tous une protection égale et à leur procurer une égale somme de bien-être.

Je donnerai donc le nom de *socialisme* à la doctrine qui a pour but *d'assurer à chacun la plus grande somme de bien-être matériel et moral possible, en exigeant de lui le moins de travail possible et qui admet l'intervention de l'État, toutes les fois qu'elle est utile ou nécessaire.*

Le socialisme est la doctrine des ouvriers en ce sens que les Messieurs socialistes le sont surtout par amour de la justice sociale, tandis que les ouvriers qui ne le sont pas méconnaissent leurs véritables intérêts, peut-être parce qu'on a réussi à leur faire croire que le socialisme a : « pour objectif la suppression de la liberté, la confiscation de la propriété individuelle, etc. ».

III

Voyons maintenant quels sont les moyens employés ou à employer pour réaliser les buts poursuivis par les deux écoles rivales.

Les économistes préconisent l'*abstention*, autrement dit le « laisser faire, laisser aller » qui, pour beaucoup d'entre eux, forme la base même de la doctrine. Ils en donnent pour prétexte que la libre concurrence est le meilleur moyen d'exciter l'initiative individuelle et qu'on travaille mieux par intérêt que par devoir. Mais cette libre concurrence n'a pas lieu entre les ouvriers qui sont des salariés, mais entre les patrons qui ne le sont pas. Au contraire, dans le système de l'intervention, l'instruction intégrale, c'est-à-dire à la fois théorique et pratique, étant donnée plus libéralement, on aura des ouvriers plus capables d'exécuter et des ingénieurs plus capables de diriger, en sorte que la production économique des richesses ne pourra que s'en ressentir avantageu-

sement. J'avais donc raison de dire que le véritable but de l'économisme était de soutenir les capitalistes contre les travailleurs.

La doctrine du « laisser faire, laisser aller » doit, au contraire, être rejetée par les socialistes ; mais non parce qu'elle nuirait à la production des richesses, mais bien, ce qui n'est pas douteux d'ailleurs, parce qu'elle tend à diminuer la somme de bien-être matériel et moral à laquelle a droit la caste ouvrière.

IV

Tous les socialistes sont d'accord pour réclamer l'affranchissement du travail. Or, que manque-t-il pour cela aux ouvriers ? Des capitaux, y compris les instruments de travail, et une direction. Ils ne peuvent les attendre de l'initiative particulière ; mais l'État peut les leur fournir et c'est, pour cela, que les économistes s'opposent tant à l'intervention de l'État, laissant voir ainsi, une fois de plus, que leur but véritable est bien d'assurer aux capitalistes la plus grande somme de profits possible.

Comment l'État pourra-t-il entrer en possession des instruments de travail qu'il est appelé à mettre entre les mains des ouvriers ? Pas de difficulté pour les usines et les manufactures. S'il ne trouve pas à en acheter de toutes faites, il en fera faire de neuves ; elles ne lui coûteront pas beaucoup plus et elles vaudront mieux. Quant à la terre, c'est autre chose, il est impossible d'en créer ; mais, par ce temps de crise agricole qui court, on trouvera autant de terres à acheter à bon compte que les travailleurs pourront en réclamer.

Les instruments de travail seront affermés, avec faculté d'achat, aux travailleurs qui pourront ainsi en devenir propriétaires. S'ils ne peuvent les exploiter individuellement, la

propriété en sera nécessairement collective, à peu près comme dans les sociétés par actions admises par les économistes eux-mêmes, mais elle pourra être individuelle si, comme pour la terre, on peut exploiter individuellement.

Je demande pardon si j'entre ici dans quelques détails, mais ils sont certainement justifiés par l'importance du sujet.

On a été jusqu'à dire que les petits propriétaires ne cultivaient pas aussi bien que les grands ; c'est peut-être vrai en théorie, mais c'est plus que douteux en pratique. Ce serait là, au surplus, un argument pour les économistes dont le but est la production économique des richesses, mais non pour les socialistes qui ont, avant tout, pour objectif le bien-être du plus grand nombre. Par conséquent, il n'est pas exact que la suppression de la petite propriété soit un principe socialiste ; ce serait plutôt un principe économiste.

Le socialisme, au contraire, tend à l'extension de la petite propriété qui ne peut s'étendre qu'aux dépens de la grande qu'il ne veut pas confisquer néanmoins, qu'il tolère, au contraire, sûr qu'il en trouvera à acheter quand on voudra, c'est-à-dire quand on en aura besoin. Ainsi donc, le socialisme, pas plus que l'économisme, ne veut « la confiscation de la propriété individuelle », mais il tend à l'extension de la petite propriété, tandis que son rival tend à l'extension de la grande.

Le socialisme, d'ailleurs, ne saurait être, sous ce rapport, *révolutionniste*, encore moins *révolutionnaire*, car l'État, comme la collectivité, seraient singulièrement embarrassés si on leur mettait brusquement sur les bras un trop grand nombre de propriétaires encore inexpérimentés.

En se plaçant à ce point de vue purement socialiste, il est clair, d'ailleurs, qu'il vaut mieux, pour les travailleurs, posséder leurs instruments de travail que de les voir entre les mains d'un autre, fût-ce de l'État.

Une objection plus sérieuse, c'est que l'État dirigerait mal. Les particuliers, sous ce rapport, seraient plus capables.

Le socialisme n'exige nullement que l'État dirige ; il préfère que ce soient les ouvriers. De nombreux exemples, tant en France qu'à l'étranger, prouvent, d'ailleurs, que l'un et les autres en sont capables. Il est bien entendu que ce serait s'exposer à un échec certain que de vouloir révolutionner brusquement le monde du travail. Les réformes socialistes devront être introduites avec les ménagements nécessaires ; elles s'étendront rapidement si, comme il est permis de l'espérer, elles sont couronnées de succès.

V

De ce que le socialisme soit plus humanitaire que l'économisme, ce n'est pas à dire qu'il ne puisse pas être également utilitaire. Il est même obligé de l'être dans une large mesure, car ce serait aller à l'encontre de son but que de ne pas se préoccuper des moyens de produire économiquement les richesses, puisque ce sont les ouvriers qui les produisent. Seulement, les socialistes s'efforcent de concilier tous les intérêts. Si, par exemple, une invention vient à abrégé le temps nécessaire à la production de certaines richesses, il tâchera qu'elle ne tourne pas seulement à l'avantage des capitalistes.

Nous ne prétendons pas dire que les économistes, de leur côté, ne se préoccupent en rien des intérêts des travailleurs, mais nous trouvons qu'ils pourraient s'en préoccuper davantage.

En résumé, nous reconnaissons que tout le monde se préoccupe à la fois, et de la production économique des richesses, et du bien-être des travailleurs. Seulement, on s'en préoccupe plus ou moins. Sous ce rapport, on peut ranger

les principaux partis à peu près comme il suit : réactionnaires, modérés ou ralliés, opportunistes, radicaux, radicaux-socialistes, socialistes. Les trois premiers, à notre avis, attachent trop d'importance relative à la question utilitaire et pas assez à la question humanitaire ; il n'en est pas de même des trois derniers. Par suite, nous rangerons les premiers parmi les économistes et les autres parmi les socialistes et nous espérons que les radicaux eux-mêmes ne repousseront pas cette dénomination. Ils se rappelleront que le nom qu'ils se donnent veut dire « radicalement républicains » et qu'ils se font gloire d'être les continuateurs de nos aïeux en libéralisme, je devrais dire en socialisme, qui, après avoir inscrit dans la constitution de 1791 cette phrase sublime : « Nul ne peut être heureux tant qu'il y a des malheureux », ont fait la République si égalitaire et si humanitaire du 22 septembre 1792. Nous croyons, d'ailleurs, avoir établi que le vrai socialisme, qu'on l'appelle, si l'on veut, le « socialisme pratique », n'a pas pour objectif la suppression de la liberté, la confiscation de la propriété individuelle, pour moyen le recours la force, en un mot qu'il n'a rien, en lui-même, de subversif ni de révolutionnaire.

Ceux qui acceptent, depuis longtemps, la dénomination de socialistes voudront bien ne pas perdre de vue, de leur côté, que « le parti socialiste », maintenant qu'on s'est efforcé de « délimiter ses frontières avec le plus de précision possible », s'étend bien plus loin que plusieurs d'entre eux ne le soupçonnaient peut-être, et que rien n'empêche en particulier d'y englober le parti radical tout entier.

Si le nom de socialiste ne convient pas encore à tout le monde, parmi les démocrates, qu'on en prenne provisoirement un autre, mais qu'on sache bien, d'un côté comme de l'autre, que toutes les fractions du parti démocratique ont la même couleur et ne diffèrent, tout au plus, que par l'intensité. Qu'au lieu d'établir, entre eux, des distinctions regrettables, ils s'efforcent, au contraire, d'arrêter un programme

commun. Qu'ils s'unissent le plus étroitement possible pour le faire aboutir; qu'ils mettent en pratique ces mots que j'emprunte à Karl Marx en les modifiant légèrement : « Démocrates, unissez-vous ».

La définition que j'ai donnée du socialisme sera peut-être prise en considération lorsque les démocrates ou socialistes s'occuperont de formuler un programme commun. En attendant, elle sert de règle à ma ligne de conduite politique. Si les mesures qu'on nous propose, si les lois qu'on nous soumet me paraissent de nature à augmenter la somme de bien-être matériel et moral de chacun, je les vote avec empressement; sinon, je les repousse.

LATERRADE,

Sénateur.

DU MÊME AUTEUR

Projet rationnel d'Impôt sur le Revenu, E. DENTU,
éditeur (1888). *Épuisé.*

Le Mutualisme et la Question Sociale, librairie de la
Revue Socialiste (1896), une forte brochure. . . 0.50